



DRIRE

Groupe de Subdivisions Nord Franche-Comté
4, rue des Chênes – Zone Industrielle
90800 ARGIESANS
Téléphone : 03 84 90 16 90
Fax : 03 84 90 17 77
Site internet : www.franche-comte.drire.gouv.fr

Argiésans, le 24 novembre 2008

REF : GSNFC/EI/GV/CI 2008-1121A

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY

à

ARCEY



**Demande d'autorisation de renouvellement/extension pour
l'exploitation avec augmentation de production de la carrière sise
au lieu-dit « Sous la Prusse » à ARCEY**



Rapport du Technicien Supérieur de l'Industrie et des Mines

I - Présentation de la demande

1.1. – Présentation générale

Par demande présentée en application des articles R 512-3 à R. 512-9 du code de l'environnement et enregistrée le 29 octobre 2007, la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY, dont le siège social est situé « Sous la Prusse à ARCEY (25750), sollicite l'autorisation de :

- ♦ renouveler et étendre à de nouveaux terrains (extension de 14 ha 37 a 43 ca) pour 30 ans l'exploitation de la carrière de roches calcaires sise sur la commune d'ARCEY et autorisée, jusqu'au 5 juin 2024, par l'arrêté préfectoral n° 5005 du 5 juin 2002 modifié ;
- ♦ augmenter la capacité de production de cette carrière de 145 000 tonnes par an en moyenne à 340 000 tonnes par an en moyenne (380 000 t/an au maximum) ;
- ♦ exploiter dans l'enceinte de la carrière une installation mobile de traitement des matériaux extraits du site pour une puissance totale de 700 kW, alors que celle autorisée jusqu'à présent a une puissance totale de 480 kW

1.2. – Localisation

Les terrains concernés par l'arrêté préfectoral n° 5005 du 5 juin 2002 modifié sont bordés au sud et à l'ouest par la RD n° 33 qui relie MONTBELIARD à la Haute-Saône, au nord et à l'est par des forêts, la limite nord correspondant avec la limite départementale entre la Haute-Saône et le Doubs

L'extension projetée est localisée à l'est de la carrière actuelle sur 14 ha 37 a 43 ca de terrains implantés sur le versant sud-ouest de la colline dite « Le Mont » qui culmine aux environs de 511 m NGF. Ces terrains appartiennent intégralement à la commune d'ARCEY et relèvent quasi intégralement (environ 14 ha) du régime forestier. Pour les boisements inscrits au droit des terrains concernés par cette extension, une autorisation de défrichement a été sollicitée.

La maîtrise foncière de l'ensemble des terrains du renouvellement et de l'extension (18 ha 75 a 97 ca) est assurée au travers du contrat de forage signé le 7 juin 2007 entre, la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY, l'Office National des Forêts et la commune d'ARCEY

Au regard de l'urbanisme, la commune d'ARCEY n'est dotée ni d'un POS ni d'un PLU. Le projet de la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY ne va pas à l'encontre des prescriptions du code de l'urbanisme qui, en l'absence de POS et de PLU, s'appliquent aux terrains concernés

Les alentours du projet sont vallonnés de 350 m à 510 m d'altitude et il est à noter qu'au sud-ouest des terrains de cette carrière, une autre carrière est en cours d'exploitation par la société GRANULATS DE FRANCHE COMTE.

Les plus proches habitations du périmètre sollicité pour ce projet sont localisées à 750 mètres à l'Ouest au hameau de GONVILLARS sur la commune de SAULNOT. Les premières habitations d'ARCEY et VILLERS-SUR-SAULNOT se situent respectivement à 800 mètres au Sud et à 900 mètres au Nord des terrains de la carrière

Le dossier de demande mentionne que les terrains objets de la demande ne sont pas situés dans des espaces naturels réglementés (ZPS, arrêté de protection du biotope, espace boisé à conserver, réserve naturelle.) ni dans des secteurs ou périmètres à enjeux patrimoniaux reconnus par un outils d'aménagement ou un inventaire (ZNIEFF de type I ou II, ZICO, . .). Il précise toutefois la présence en limite sud ouest du périmètre projeté de la fibre optique pleine terre GONVILLARS-ARCEY, pour laquelle une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) devra obligatoirement être adressée à France Télécom.

1.3. – Accessibilité

L'accès au site se fait :

- depuis ARCEY par la RD 33 en direction de SAULNOT : l'entrée du site se trouve alors à environ 1,7 km sur la droite en suivant cette direction
- depuis la D 9 (liaison HERICOURT-SAULNOT-VESOUL), par la RD 96 en direction d'ARCEY l'entrée se trouve alors à environ 3,5 km sur la gauche en suivant cette direction.

1.4. - Caractéristiques du gisement et de l'exploitation projetée

L'exploitation de la carrière actuelle permet d'extraire des calcaires du Jurassique moyen (35 à 40 mètres de Bajocien supérieur et 2 mètres de calcaire compact du Bathonien) Les forages réalisés au droit des terrains sollicités en extension ont permis la reconnaissance de roches calcaires du Bajocien Supérieur et Moyen (catégorie A et B permettant l'utilisation dans les bétons des granulats obtenus) et du Bajocien Inférieur (qualité moindre utilisé en couche de forme et de fondation routière) sur une puissance de faciès allant jusqu'à 80 mètres.

La quantité totale de matériaux restant à extraire, ressort approximativement à environ 2 108 000 tonnes pour le renouvellement et à 8 105 875 tonnes pour l'extension

La demande porte sur une durée de 30 ans comportant 6 phases d'exploitation de 5 ans telles que présentées en annexe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et reportées en annexe 3 au projet d'arrêté préfectoral.

La production moyenne annuelle du site serait de 340 000 tonnes de granulats pouvant atteindre 380 000 tonnes par année de forte demande (tout en respectant la moyenne précitée de 340 000 tonnes/an calculée pour chaque phase d'exploitation de 5 ans),

L'exploitation à ciel ouvert se fait selon la méthode « en dent creuse » pour la zone de renouvellement et selon la méthode « à flanc de relief » pour la zone d'extension. Cette exploitation s'articule autour des sept étapes suivantes :

- *défrichement des boisements au droit des terrains sollicités en extension (étape d'ores et déjà entièrement réalisée pour la zone de renouvellement)*
- *décapage des matériaux de découverte (étape d'ores et déjà entièrement réalisée pour la zone de renouvellement),*
- *abattage de la roche calcaire à l'explosif,*
- *reprise des matériaux en pied de front et transport des matériaux vers les installations de traitement,*
- *traitement des matériaux au sein des installations,*
- *évacuation des matériaux hors du site soit directement soit après stockage sur le carreau de la carrière,*
- *remise en état des lieux.*

Pour la remise en état des lieux, l'exploitant a fait « *des propositions de base pour réaliser des aménagements à vocation écologique afin de respecter les caractéristiques des milieux et les exigences des espèces* ».

Ces principaux aménagements prévus par l'exploitant et acceptés par la commune d'ARCEY, propriétaire des terrains, sont :

- *ensemencement de type prairial des carreaux principaux pour restitution à la commune d'ARCEY,*
- *aménagement des fronts purgés : certains d'entre eux seront retaillés dans le but de :*
 - *la création d'habitats calcaires rocheux globalement secs et chauds : cet aménagement consiste à créer des microfalaises avec gradins de 1 à 4 mètres de hauteur au niveau des fronts exposés au soleil,*
 - *la création de milieux rocaillieux légèrement pentus par écrêtage de certaines banquettes,*
 - *la création de falaises avec vires rocheuses pour constituer un habitat potentiel pour le faucon pèlerin,*
 - *la retaille de ces fronts générera des éboulis et des amas rocheux en pied de front.*
- *aménagement d'une zone humide (mare) au point bas du carreau de la zone d'extension*

Il est à noter que la remise en état proposée ne nécessite pas d'apport de matériaux extérieurs à la carrière

II - Description des activités et situation dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les principales activités décrites dans la demande et résumées précédemment sont classées au vu de la nomenclature modifiée des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement par les rubriques suivantes :

- **rubrique n° 2510-1°** exploitation de carrière **AUTORISATION**
- **rubrique n° 2515-1°** broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux
La puissance installée (environ 700 kW) de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW **AUTORISATION**
- **rubrique n° 2517-2°** Station de transit de produits minéraux solides
La capacité de stockage (20 000 m³) étant supérieure à 15 000 m³ **DECLARATION**
- **rubrique n° 1434-2°** Installation de remplissage ou de distribution de liquide inflammable : remplissage de réservoirs des véhicules à moteur.
Le débit maximum total équivalent (1,08 m³/h) étant supérieur ou égal à 1 m³/h mais inférieur à 20 m³/h **DECLARATION**

Le dépôt et la station de distribution de liquides inflammables projetés a une capacité équivalente qui n'atteint pas le seuil bas du classement fixé par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique concernée n° 1432).

III - Synthèse de l'instruction administrative

3.1. - Enquête publique

Par arrêté préfectoral n° 655 du 15 février 2008, l'enquête publique a été prescrite dans la commune d'ARCEY du 25 mars 2008 au 30 avril 2008 inclus.

L'avis au public a été affiché sur le site, en mairie d'ARCEY ainsi que dans les quatorze communes intéressées comprises dans un rayon de 3 km des limites extrêmes du projet, à savoir :

- AIBRE, DESANDANS, ECHENANS, GEMONVAL, LE VERNY LES MONTBELIARD, MARVELISE, MONTENOIS, ONANS, SAINT JULIEN LES MONTBELIARD et SEMONDANS, pour ce qui concerne le département du Doubs,
- et
- CERVANS ET LA CHAPELLE LES GRANGES, CHAVANNE, SAULNOT et VILLERS SUR SAULNOT, pour ce qui concerne le département de la Haute Saône

Les avis ont également été publiés le 5 mars 2008 dans L'EST REPUBLICAIN (éditions de BESANÇON et celle de MONTBELIARD) et le 1^{er} mars 2008 dans LA TERRE DE CHEZ NOUS.

Durant l'enquête, aucune observation n'a été notée au registre d'enquête et les délibérations des conseils municipaux de MONTENOIS, LE VERNY LES MONTBELIARD et VILLERS SUR SAULNOT ont été jointes au registre d'enquête publique. Le commissaire enquêteur a reçu le 3 mai 2008 à son domicile une correspondance datée du 30 avril 2008 par laquelle un habitant d'ARCEY signale des nuisances provoquées par le trafic de camions en augmentation sur la RD n° 33.

Après l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur a informé le pétitionnaire lors de leur rencontre du 21 février 2008 des observations recueillies complétées d'un questionnaire établi par ses soins. Le Commissaire Enquêteur a alors demandé au pétitionnaire de fournir un mémoire en réponse avant le 12 mai 2008.

Après avoir analysé le dossier et le mémoire en réponse de l'exploitant, le Commissaire Enquêteur a émis à la demande présentée un « avis favorable avec les réserves expresses suivantes :

- ✓ *Aménagement de l'intersection R.D n° 33 / débouché de la carrière comme prescrit par l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2002,*
- ✓ *Réalisation d'une installation de lavage des roues des véhicules avant la sortie afin d'éviter les salissures de la chaussée sur la voie départementale, sources de danger. »*

Il formule également la recommandation suivante : « mise en œuvre d'un système d'humidification aux fins de limiter la naissance et la propagation de poussières émanant du concassage criblage notamment par installation de l'adduction d'eau sur le site »

3.2. - Avis des conseils municipaux

➤ *Commune d'AIBRE (25)*

« Considère que cette extension de carrière n'apporte pas de préjudice ni nuisances supplémentaires sur le territoire de la commune d'AIBRE

Accepte le renouvellement et l'extension de la nouvelle carrière au lieu-dit « Sous la Prusse » à ARCEY sous condition du respect de la réglementation en vigueur. »

➤ *Commune de MONTENOIS (25)*

Emet un avis favorable à la demande de la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY

➤ *Commune de CHAVANNE (70)*

Emet un avis favorable à la demande de la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY.

➤ *Commune de VILLERS SUR SAULNOT (70)*

Emet trois observations :

« 1^{er} point . La sortie sur la RD 33 est dangereuse et mal adaptée, l'arrêté de 2002 prévoyait un aménagement de l'entrée de la carrière, il n'est pas encore réalisé. De plus, en période hivernale un éclairage de l'entrée ne serait pas superflu

2^{ème} point . Par temps de pluie ou l'hiver, la sortie de la carrière est dangereuse, car la route est souvent sale. La solution de nettoyage prévue dans le dossier ne nous paraît pas adaptée, elle ne fait souvent qu'empirer la situation. La solution utilisée pour la carrière voisine nous paraît plus appropriée et devrait être utilisée également pour celle-ci.

3^{ème} point . En cas où les poussières émises par l'exploitation de la carrière génèrent la poussée des arbres sur la forêt de VILLERS SUR SAULNOT, il serait logique qu'une compensation nous soit accordée »

Les avis des communes de DESANDANS, ECHENANS, GEMONVAL, LE VERNY LES MONTBELIARD, MARVELISE, ONANS, SAINT JULIEN LES MONTBELIARD et SEMONDANS pour le département du Doubs et les avis des communes de CERVANS ET LA CHAPELLE LES GRANGES, et SAULNOT pour le département de la Haute-Saône n'ont pas été reçus

3.3. - Consultation des services

➤ *Direction Régionale de l'Environnement*

Par transmission datée du 7 mai 2008, la DIREN émet «un avis favorable sous réserve de respecter les prescriptions suivantes .

- ◆ *Précision à apporter sur la remise en état du site,*
- ◆ *Mesures effectives dans la grotte de Gonvillars des vibrations émises par les tirs de mines,*
- ◆ *Données sur la résurgence de la Lougres,*
- ◆ *Déplacement de la cuve enterrée,*
- ◆ *Traitement accru des poussières,*

- ◆ *Autorisation préfectorale pour les espèces protégées et la mise en place d'un îlot de sénescence d'une superficie utile de l'ordre de 3 ha, sous réserve de l'accord de la commune et du gestionnaire (ONF) et après avoir inventorié les sites potentiels pour installer cet îlot. »*

Des compléments ont été apportés par l'exploitant en date du 18 juin 2008

➤ *Direction Départementale de l'Équipement*

Par transmission reçue le 21 avril à la Préfecture du Doubs, la D.D.E. demande que soit consulté le Conseil Général du Doubs pour connaître son avis, en tant que gestionnaire de la route, en ce qui concerne la sécurité routière (visibilité, signalisation ...) et la desserte du site. Sur la demande, la DDE donne l'avis suivant :

« L'extension de la carrière se rapproche dangereusement d'un alignement de dolines correspondant à un réseau souterrain sous jacent, parcouru par un ruisseau à un niveau d'eau variable. Ces dolines sont des zones à risque.

Au titre des risques naturels, mon avis est suspendu, en l'absence d'étude géotechnique et géophysique du site. Cette étude est indispensable pour vérifier l'existence ou non de vide souterrain, en raison du risque d'instabilité ou d'effondrement, dans la zone d'extension demandée. La vérification du tracé souterrain des conduits connus et topographiés, au regard de l'extension de la carrière est à établir. »

Suite aux compléments apportés par l'exploitant en date du 26 mai 2008, la DDE indique que *« le site de la carrière et son extension présente un risque faible d'effondrement karstique. Au regard de ce risque, le demandeur devra préciser les mesures de sécurité qu'il compte prendre en matière de prévention envers les personnes, en cas de recoupement fortuit d'une cavité souterraine. Il indiquera les moyens de reconnaissance ou d'investigation qu'il compte prendre. »*

La DDE précise qu'elle émet à l'autorisation sollicitée un avis favorable sous cette réserve

L'avis du Conseil Général du Doubs a été demandé par la Préfecture du Doubs dès le 15 février 2008. Dans son courrier daté du 17 avril 2008, il signale :

« Après examen des documents joints et sous réserve que les travaux suivants soient préalablement pris en charge et réalisés par le pétitionnaire, j'émet un avis favorable à la demande présentée par l'exploitant de la carrière :

L'article 11 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2002 prescrivait la réalisation par le pétitionnaire, après deux années d'exploitation, d'un certain nombre d'aménagements qui consistaient en la signalisation du site, la création d'un îlot à l'entrée de la carrière, la création de voies de dégagement et la mise en place d'une glissière de sécurité le long de la RD 33. Or, à ce jour il apparaît que ces aménagements ne sont pas encore réalisés

Compte tenu de l'augmentation du trafic poids lourds liée au projet d'extension de la carrière envisagé par le pétitionnaire, un aménagement supplémentaire de type « tourne à gauche » à l'entrée du site doit être réalisé pour maintenir les conditions de sécurité, de visibilité et de maintien dans de bonnes conditions de la fluidité du trafic sur la RD 33 ».

En réponse le pétitionnaire, par courrier du 18 juin 2008, signale :

« La société établira avec le nouveau gestionnaire de la RD 33 (Conseil Général du Doubs) les modalités d'aménagements de l'accès à la carrière depuis la RD 33 et réciproquement.

Il est à noter que depuis 2002, la société a lancé la procédure avec la DDE (ancien gestionnaire) qui n'a jamais donné suite quant aux travaux à réaliser.

Le raccordement de la carrière au réseau d'eau d'Arcey (la société a initié la démarche avec la société Générale des Eaux) permettra d'équiper la sortie du site d'un laveur de roues des camions avant la jonction avec la voirie publique, réduisant ainsi le risque de dépôt de boues sur la chaussée. »

Suite à ces nouveaux éléments fournis par l'exploitant, le Conseil Général du Doubs a confirmé qu'il était bien le gestionnaire de la RD 33 et il précise qu'à ce titre il a bien noté que « *les modalités d'aménagement de l'accès à la carrière seront étudiées en concertation entre [leurs] services et la société Une permission technique de voirie arrêtera les dispositions techniques retenues pour la réalisation des travaux.* » Il rappelle enfin que « *ces travaux seront entièrement pris en charge financièrement par la société* ».

➤ *Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt*

Dans son avis du 19 mars 2008, émet un **avis favorable sous réserve** que ces remarques concernant la forêt, la police de l'eau et l'économie agricole soit prise en compte.

Suite aux compléments apportés par l'exploitant en date du 22 avril 2008, la DDAF émet par courrier du 22 mai 2008 un **avis favorable** à la demande présentée par la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY et signale toutefois qu' « *il conviendra de préciser dans l'arrêté que tous les incidents (déversements accidentels de carburants) devront être signalés à l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)* »

➤ *Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine*

Emet un avis favorable au projet de la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY

➤ *Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales*

Fait savoir que ce dossier **n'appelle de sa part aucune remarque particulière.**

➤ *Service Interministériel Régional des Affaires Civiles, Economiques de Défense et de Protection Civiles*

Signale qu' « *au regard du dossier départemental des risques majeurs, la commune d'Arcey est concernée par les risques suivants* .

- *transport par canalisation du Pipeline Sud Européen,*
- *risques sismiques . zone 1a, selon le dernier zonage défini par décret n°91-461 du 14 mai 1991,*
- *aléas météorologiques,*
- *transport de matières dangereuses,*
- *risque nucléaire »*

➤ *Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Par courrier du 19 septembre 2007, préconise le respect des mesures de sécurité suivantes : «

- 1) *Respecter les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation prévues par les articles L111-1 et suivants.*
- 2) *Veiller à ce que les voies d'accès à l'établissement soient utilisables en tout temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie.*
- 3) *Respecter les dispositions du Code du Travail prévues par les articles R. 232-12 à R. 232-12-29, R. 235-4 à R. 235-4-17.*
- 4) *Doter de moyens de secours contre l'incendie chaque engin de chantier en adaptant l'agent extincteur au risque à couvrir.*
- 5) *Assurer à moins qu'elle n'existe déjà la défense extérieure contre l'incendie par 1 poteau d'incendie normalisée NFS. 61.213, implanté conformément à la norme NFS 62 200 pouvant fournir un débit de 1000 l/mn, sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures situé à moins de 200 mètres du risque, mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours,*

OU

par une réserve artificielle incongelable enterrée ou à l'air libre, d'une capacité de 120 m³, implantée à moins de 5 mètres de la voie utilisable par les engins de lutte contre l'incendie et située à une distance de 30 mètres au moins et 400 mètres au plus du risque, mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps par les engins de secours.

- 6) *Des consignes de sécurité doivent être tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs. »*

Suite à des compléments concernant les conditions d'exploitation et d'isolement de la carrière et apportés par l'exploitant par lettre datée du 22 avril 2008, le SDIS par courrier du 26 mai 2008 signale qu'« *au vu de ces éléments et de l'étude des dangers, le SDIS 25 prescrit la mise en place d'une citerne de 30 m³ en lieu et place du poteau d'incendie normalisé demandé dans le rapport référencé 208/CO/CA du 6 mars 2008* »

➤ *Office National des Forêts*

Emet un **avis favorable** à la demande de la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY. Ce service précise ou complète certaines données du dossier. Il signale notamment que :

- *un arrêté préfectoral de défrichement et un contrat de forage entre l'ONF, la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY et la commune d'ARCEY ont d'ores et déjà été signés à la condition expresse de l'autorisation préfectorale d'autorisation d'extension de la carrière,*
- *le contrat de forage d'ores et déjà établi devra être modifié dès la parution de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour tenir compte du tonnage réellement accordé,*
- *le phasage prévu dans la demande est conforme à l'arrêté autorisant le défrichement (arrêté du 29/01/2008),*
- *la clôture de protection devra être repositionnée sur les limites de chaque modification de phasage d'exploitation pour éviter toute gêne dans l'exploitation forestière,*
- *l'ONF devra être averti régulièrement des tirs de mines,*
- *la forêt relève réglementairement du Régime Forestier. A ce titre l'ONF reste gestionnaire du site pendant toute la phase d'exploitation et de remise en état.*

- *De ce fait, l'ONF intervient (voir contrat de forage) sur les missions de surveillance des limites du domaine géré et prête assistance à la commune sur les plans juridiques et techniques, notamment pour l'évaluation du volume exploité et pour le respect des clauses mentionnées dans l'AP d'autorisation. Le choix des techniques de remise en état sera étudié par l'ONF.*

➤ *Institut National de l'Origine et de la Qualité*

Précise que la commune de ARCEY est incluse dans l'aire géographique des Appellations d'Origine Contrôlées COMTE, GRUYERE, MORBIER, informe que **l'INAO n'émet toutefois aucune objection** à l'encontre de ce projet.

L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles n'a pas été reçu.

IV - Avis de l'Inspection des Installations Classées

L'instruction de la demande s'est déroulée conformément aux dispositions du titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement.

Après une enquête publique qui n'a pas du tout mobilisé le public, le commissaire enquêteur a établi un rapport complet et représentatif des observations émises par les conseils municipaux de MONTENOIS, LE VERNY LES MONTBELIARD et VILLERS SUR SAULNOT qui ont été jointes au registre d'enquête publique. Il a émis un avis favorable avec deux réserves expresses et une recommandation citées plus haut et sur lesquelles l'inspection des installations classées donne son avis dans le présent chapitre en réservant une priorité aux réserves expresses.

Par ailleurs aucun des conseils municipaux et des services administratifs consultés n'a émis un avis défavorable. Leurs éventuelles réserves ou prescriptions concernant l'exploitation de la carrière sont également discutées dans le présent chapitre.

Les principaux points évoqués lors de l'enquête et par les services sont :

- 1 L'aménagement de l'intersection R.D. n° 33 / débouché de la carrière,
- 2 La nécessité de propreté de la route à la sortie de la carrière,
- 3 La réduction des émissions de poussières,
- 4 Les mesures compensatoires à la destruction d'espèces rares,
- 5 Les tirs de mines,
- 6 L'emplacement de la clôture et de la cuve de gasoil,
- 7 Les dispositions relatives à la lutte contre l'incendie
8. Les conditions de remise en état.

1. L'aménagement de l'intersection R.D. n° 33 / débouché de la carrière

Des aménagements de l'intersection R.D. n° 33 / débouché de la carrière avait été prescrits à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2002 (création d'un îlot, création de voies de dégagement et mise en place d'une glissière de sécurité le long de la RD 33) : ils devaient être réalisées avant juin 2004 en accord avec la DDE.

Entre temps, le Conseil Général est devenu le gestionnaire du réseau routier et ses aménagements n'ont pas été effectués. L'exploitant a alors entrepris des démarches auprès du Conseil Général pour savoir de quelle manière aménager cette intersection.

Une visite sur le site a été réalisée au mois de septembre 2008 en commun entre l'exploitant et des agents du Service Routier d'Animation et d'Appui (SRAA) et du Service Territorial d'Aménagement (STA) de MONTBELIARD de la Direction des Routes et Infrastructures du Conseil Général du Doubs

Suite à cette réunion, dont le compte rendu est parvenu à la DRIRE le 3 novembre 2008, plusieurs décisions ont été prises concernant l'accès à la carrière exploitée par la SOCIETE NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY sur la route départementale 33 : «

- *La visibilité côté ARCEY était admissible (plus de 130 ml),*
- *La visibilité côté Haute Saône est à améliorer par le terrassement de l'éperon rocheux existant jusqu'à la limite de la propriété COUROUX puis par la recherche d'un accord amiable avec le propriétaire riverain (Monsieur DUPONT) pour le terrassement en sifflet d'une partie de sa propriété. D'autre part, Monsieur COUROUX devra déplacer sa clôture existante et la reculer de 4 ml pour obtenir une visibilité réciproque (RD/sortie carrière),*
- *La construction d'un tourne à gauche n'est pas justifiée pour le moment puisque les mouvements seront inférieurs à 100/jours,*
- *La construction d'un îlot sur la voie d'accès à la carrière n'est pas justifiée,*
- *La pose d'une glissière de sécurité en face de l'accès à la carrière n'est pas nécessaire,*
- *Une limitation de la vitesse au droit de l'accès (70 km/h par exemple) n'est pas utile pour le moment A revoir à l'usage (la vitesse effective moyenne actuelle est d'environ 80 km/h),*
- *Un nouveau marquage au sol devra être réalisé A l'axe de la RD33, une ligne continue (avec interruption au droit de l'accès de la carrière) et flèches de rabattement côté Haute Saône ainsi que le marquage au sol d'un stop et d'une ligne d'effet pour la sortie de la carrière,*
- *Pose de chaque côté de l'accès de panneaux « Danger particulier » (A14) avec des panonceaux aggro « sortie de carrière », ainsi qu'un panneau Stop pour la sortie Le CG 25 devra prendre un arrêté pour ce stop (hors aggro-accès privé ouvert à la circulation publique),*
- *Les deux courbes de raccordement de l'accès sur la RD33 devront être bordurées (bordure T3) et les eaux pluviales de l'accès resteront sur la propriété COUROUX,*
- *Un système de débordage des roues des camions devra être installé sur la propriété COUROUX et le propriétaire devra régulièrement balayer, nettoyer et arroser la chaussée de la RD33.*

Les travaux d'aménagement à réaliser par l'exploitant sont intégrés aux articles 11 (dispositif de nettoyage de roues des camions) et 25

2. La nécessité de propreté de la route à la sortie de la carrière

Le commissaire enquêteur a fixé comme condition expresse le fait que l'exploitant doivent mettre en place une installation de lavage des roues des véhicules avant la sortie afin d'éviter les salissures de la chaussée sur la voie départementale. Cette condition a été également formulée par la Direction des Routes et Infrastructures du Conseil Général du Doubs

La mise en place de cette installation a été intégrée dans les aménagements préliminaires prescrits à l'article 11 du projet d'arrêté ci-joint.

De plus, l'article 25 prescrit à l'exploitant de régulièrement balayer, nettoyer et arroser la chaussée de la RD33.

3. La réduction des émissions de poussières

Pour tenir compte de la recommandation du commissaire enquêteur et de l'avis de la DIREN, l'article 31.2 du projet d'arrêté prescrit à l'exploitant de mettre en place des dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux aussi complets et efficaces que possible (capotages, aspirateurs de poussières, brumisation des zones de production de poussières...).

Il est également prescrit l'obligation de réalisation de mesures de retombées de poussières en des points, en limite de propriété, situés entre les sources principales de poussières et les habitations les plus proches des villages de GONVILLARS et ARCEY

4. Les mesures compensatoires à la destruction d'espèces rares

La DIREN a signalé que l'étude d'impact de la demande dénombre sur la zone d'extension projetée :

- ◆ une espèce protégée de manière totale (arrachage et cueillette interdits) par arrêté du Préfet du Doubs : *lis martagon*,
- ◆ une espèce protégée de manière partielle (arrachage des bulbes interdits et cueillette réglementée) par arrêté du Préfet du Doubs : *jonquille*,
- ◆ une espèce d'intérêt patrimonial : isopyre faux-pigamon

Dans son avis, la DIREN signale que l'exploitant doit :

- ✓ demander une dérogation d'arrachage au Préfet du Doubs pour les jonquilles et les lis martagon,
- ✓ organiser le sauvetage des bulbes de jonquilles et de lis martagon,
- ✓ mettre en place des mesures compensatoires aux destructions des espèces rares

Sur ce dernier point, la DIREN propose dans son avis la mise en place d'un îlot de sénescence d'une superficie utile de l'ordre de 3 ha, sous réserve de l'accord de la commune et du gestionnaire (ONF) et après avoir inventorié les sites potentiels pour installer cet îlot.

Une visite sur le site de l'extension a eu lieu le 8 octobre 2008 avec des agents de la DIREN, de l'ONF et de la DRIRE. Une réunion a suivi en présence du Maire d'ARCEY et de l'exploitant.

De cette rencontre, il ressort que l'exploitant doit :

- ◆ obtenir impérativement avant tout décapage de terrains situés en zone d'extension un arrêté préfectoral de dérogation à l'interdiction départementale d'arrachage des jonquilles et des lis martagon ;
- ◆ organiser le sauvetage a minima des bulbes de lis martagon ;

- ◆ financer la mise en place, en accord avec la commune d'ARCEY et l'ONF, d'un ou des îlots de sénescences avec pour contraintes d'une part que la surface totale ne soit pas inférieure à 2 hectares et d'autre part qu'un de ces îlots ait une surface d'un seul tenant d'au minimum 1 hectare ;
- ◆ faire vérifier par un organisme spécialisée de son choix, la présence effective sur la zone d'extension projetée d'isopyre faux-pigamon. Cette espèce a en effet pu être confondue par le cabinet d'étude qui a réalisé la demande avec une corydalis, espèce plus fréquente et qui ne nécessite aucune protection particulière.

Si l'isopyre faux-pigamon est effectivement présente sur la zone d'extension, l'exploitant devra déplacer chaque plante de cette espèce après avoir obtenu le mode opératoire de transfert par le Conservatoire Botanique National de Franche-Comté (CBNFC).

L'ensemble de ces obligations a été repris dans le Titre 4 du projet d'arrêté ci-joint.

5. Les tirs de mines

L'exploitant s'est engagé dans son dossier de demande à utiliser systématiquement des plans de tirs (utilisation de micro retards et charge unitaire par trou maximale de 67 kg) permettant d'assurer des vitesses particulières de vibrations inférieures à 5 mm/s, soit la moitié de la valeur réglementaire fixée au niveau national par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière.

L'article 33.2 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint fixe à 5 mm/s les vitesses particulières pondérées maximales mesurées suivant les trois axes de construction.

Cet article du projet d'arrêté prescrit également à l'exploitant de faire contrôler à chaque tir le respect du seuil de 5 mm/s au niveau de l'habitation la plus proche située au hameau de GONVILLARS. De plus, pour tenir compte de l'avis de la DIREN, l'exploitant devra également faire réaliser au moins une fois par an une mesure des vibrations ressenties au niveau de la grotte de GONVILLARS.

Pour tenir compte de l'avis de l'ONF, l'article 33.1 du projet d'arrêté préfectoral prescrit à l'exploitant la nécessité d'avertir régulièrement ce service des dates retenues pour la réalisation des tirs de mines.

6. L'emplacement de la clôture et de la cuve de gasoil

Pour tenir compte de l'avis de l'ONF, il est prescrit à l'article 11 du projet d'arrêté que la clôture de protection devra être repositionnée sur les limites à chaque modification de phasage d'exploitation pour éviter toute gêne dans l'exploitation forestière.

Pour ce qui concerne la cuve à gasoil, il s'agit d'une cuve neuve enterrée à double paroi. Elle a été mise en place à côté de l'aire étanche dans une zone répondant à la fois à un objectif de limitation des risques de vols de carburant (elle n'est pas visible depuis la RD n° 33) et à un objectif de limitation du risque de perforation.

7. Les dispositions relative à la lutte contre l'incendie

Les préconisations du SDIS en matière d'accès au secours et en matière de défense incendie ont été intégralement reprises dans des prescriptions de l'article 36 du projet d'arrêté ci-joint

8. Les conditions de remise en état

Le Titre 11 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint fixe les prescriptions relatives à la remise en état de cette carrière. Ces dispositions, basées sur les modalités de remise en état définies par le pétitionnaire dans son dossier de demande, imposent en plus que :

- *le choix des techniques de remise en état soit validé par l'Office National des Forêts,*
- *les principaux aménagements soit effectués en accord avec l'Office National des Forêts et la commune d'ARCEY*

-

-

9. Divers

Il est à noter que la demande de la DDAF concernant l'information de l'ONEMA en cas d'incidents sur cette carrière susceptibles d'avoir un impact sur l'eau a été intégrée à l'article 48 du projet d'arrêté.

Par ailleurs, suite à l'enquête publique, Monsieur DUPONT, habitant de la rue de Montbéliard à ARCEY, a transmis au Préfet, au commissaire-enquêteur, au Général de Gendarmerie et au Président du Conseil Général un courrier (avec copie au Maire d'ARCEY) dans lequel il signale des problèmes (vibrations, nuisances sonores, excès de vitesse, dangerosité du passage des piétons sur le trottoir) liés au trafic de poids lourds devant son domicile

Ce problème n'est pas directement lié à l'exploitation de l'extension demandée. Il est toutefois noté que suite à une réunion entre le maire d'ARCEY et le Conseil Général, l'exploitant a été informé que des travaux allaient être réalisés pour améliorer la situation

==--==

Le projet est compatible avec les orientations du schéma départemental des carrières du Doubs et en particulier pour ce qui concerne :

- ♦ la non-multiplication des sites d'extraction : le projet consiste bien en l'extension d'une carrière existante,
- ♦ l'emplacement des carrières dans des zones libres de contraintes géographiques : le projet est hors des périmètres de captages d'eau potable, de réserves naturelles, d'arrêté de protection de biotopes, de sites classés, de ZNIEFF, de ZPS et de proposition de Site d'Intérêts Communautaire (SIC),
- ♦ le matériau extrait qui est de bonne qualité,
- ♦ la satisfaction de besoins locaux.

==--==

Les capacités de la SAS NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY à exploiter ce gisement et à en assurer la remise en état sont établies.

==_==

La demande du pétitionnaire porte sur une durée de 30 ans. Cette durée, conforme aux dispositions dérogatoires de l'article L.515-1 du code de l'environnement, est motivée par le fait que l'exploitation de ces terrains est associée à une industrie de transformation des matériaux qui nécessite de lourds investissements dès l'obtention de la nouvelle autorisation

La durée d'amortissement (de l'ordre de 20 ans) de ces investissements, d'un montant d'environ 1 millions d'euros, n'est pas compatible avec une durée d'autorisation normalement limitée à 15 ans dès lors que les terrains à exploiter sont soumis à autorisation de défrichement.

La durée de trente ans pour cette demande, qui s'inscrit par conséquent dans une perspective d'implantation durable dans le secteur, nous paraît cohérente eu égard aux réserves mobilisables et au niveau d'activité prévu.

V – Conclusion

L'étude d'impact, l'enquête publique, la consultation des services et conseils municipaux montrent finalement que le projet est dans son ensemble bien choisi.

Compte tenu de l'ensemble de ce qui précède, nous proposons que les membres de la formation spécialisée dite "des carrières" de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Doubs, soient saisis de cette affaire et rendus destinataires du présent rapport.

Notre avis est favorable à l'octroi de l'autorisation selon les prescriptions techniques détaillées et fixées dans le projet ci-joint qui comprend les prescriptions générales issues de la réglementation en vigueur et qui tient compte des particularités du site et des remarques émises lors de l'enquête et des consultations.

Le Technicien Supérieur de l'Industrie et des Mines
Inspecteur des Installations Classées

Vu, adopté et transmis
à Monsieur le Préfet du Doubs

Argiésans, le 24 novembre 2008

Le Chef du Groupe de Subdivisions Nord Franche-Comté